

LA CONTINUITÉ DE L'OPÉRATION BARKHANE: QUEL RÔLE POUR LA FRANCE AU SAHEL?

PAR TRYSTA BIONNE
NOVEMBRE 2020



LA CONTINUITÉ DE L'OPÉRATION BARKHANE: QUEL RÔLE POUR LA FRANCE AU SAHEL?

2020 s'inscrira certainement comme une année charnière dans la poursuite de l'*opération Barkhane*. Un certain nombre d'évènements politiques, diplomatiques et sociaux sont venus remettre en cause l'engagement de la France au Sahel. Le dernier en date, la libération de 4 otages dont Soumaïla Cissé, plusieurs fois ministre au Mali ainsi que Sophie Pétronin, humanitaire franco-suisse dont les premières déclarations ont indigné jusqu'au sein même des troupes sur place. En l'échange, de grandes concessions ont été accordées par l'État malien. En effet, ce ne sont pas moins de 200 djihadistes qui furent libérés, dont une partie fut capturée par les soldats français, et certainement une rançon s'élevant à plusieurs millions d'euros¹. De quoi ruiner une partie des efforts français pour lutter efficacement contre le terrorisme dans la région.

Le 13 janvier 2020, à l'initiative d'Emmanuel Macron s'est ouvert à Pau le *sommet sur le Sahel* visant à réévaluer les objectifs de l'*opération Barkhane*. Plusieurs grandes orientations ont été décidées par la France en concertation avec les chefs d'État du G5 Sahel : augmentation des effectifs militaires français jusqu'à 5100 soldats ou encore la création d'un état-major conjoint entre la France et les pays du G5 Sahel. Pour autant, le sommet de Pau n'a pas manqué de provoquer de vives réactions parmi les populations sahéliennes. Déjà, les manifestations anti-françaises à l'automne 2019 en ont été à l'origine. La convocation d'Emmanuel Macron aux chefs d'État sahéliens fut de nouveau perçue comme une énième humiliation. Selon Boubacar Traoré, directeur du cabinet *Afriglob*, dans un entretien à l'IRIS : ce sommet a créé un « malaise irréversible » et on y dénonce « l'arrogance française » vis-à-vis de ses partenaires sahéliens. Aussi, cela a été assimilé comme un moyen pour la France de se maintenir et non d'agir durablement sur les causes profondes de l'instabilité sécuritaire². Ainsi, malgré un renforcement ambitieux de l'*opération Barkhane*, le sommet de Pau n'a guère pu atteindre un de ses principaux objectifs : réduire la contestation croissante vis-à-vis de la présence française.

Depuis janvier 2013 et la réussite de l'*opération Serval* pour reconquérir le nord du Mali de la mainmise des groupes djihadistes, la situation a beaucoup évolué.

Après 7 ans de guerre contre le terrorisme, quels résultats et quels nouveaux défis à affronter ?

« Nous sommes sur la bonne voie, mais il est encore trop tôt pour crier victoire » selon la ministre des Armées Florence Parly lors d'une intervention à la commission des affaires étrangères du Sénat le 18 juin 2020. En effet, la violence qui mine le Mali n'a pas diminué, bien au contraire. Depuis 2018 un nouveau groupe terroriste est apparu dans la région : l'*État Islamique au Grand Sahara* (EIGS). Le sommet de Pau a notamment permis d'insister sur le fait qu'il s'agit de l'ennemi principal dans la région des trois frontières (Mali, Burkina-Faso,

¹ Libération de Sophie Pétronin : "100 jihadistes remis dans la nature, un prix très cher", estime un spécialiste de la sécurité au Sahel, interview Peer de Jong, [franceinfo Afrique](#), 9 octobre 2020

² Le Sommet de Pau et l'approbation de l'*opération Barkhane* vus depuis le Mali, Interview de Boubacar Traoré, [IRIS](#), 22 janvier 2020.

Niger)³. L'ONU estime qu'en 2019, l'ensemble des groupes terroristes dont l'EIGS sont responsables de la mort de plus de 4000 personnes au Sahel⁴.

D'autres éléments perturbent également l'objectif de stabilité dans la région. La recrudescence des conflits intercommunautaires, exacerbée par la montée en puissance des djihadistes, en fait partie. Nous pouvons citer les attaques récurrentes entre les populations peules et les dogons au Mali. Les peuls étant considérés comme soutien des djihadistes en raison d'un recrutement important au sein de cette ethnie. Il en est de même au Burkina-Faso voisin auparavant plutôt stable, où le principal groupe djihadiste de la région, *Ansaroul Islam*, recrute majoritairement au sein des villages peuls. D'ailleurs, son fondateur Ibrahim Malam Dicko est un imam appartenant à cette communauté⁵.

Aussi, la situation sécuritaire et politique catastrophique de la Libye alimente les tensions dans la région. À la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, il y eut un flux de combattants Touaregs qui se sont dirigés vers le nord du Mali. Ceux présents dans le sud-ouest libyen sont également en lien avec ceux qui se trouvent au Sahel. La crise en Libye a ainsi une influence non-négligeable dans la situation sécuritaire du Sahel⁶.

Enfin, plus récemment le coup d'État malien du 18 août 2020 est venu accentuer l'instabilité politique dans le pays. Cela n'a pas manqué de susciter des inquiétudes côté français sur les questions relatives à l'*opération Barkhane*. Mais très vite, les mutins ont indiqué qu'ils souhaitaient que les forces françaises et onusiennes (MINUSMA) présentes sur place poursuivent leur travail. Pour autant, les négociations qui se sont tenues en septembre 2020 pour la libération d'otages, auxquelles la France n'a pas été conviée, sont venues effriter les espoirs d'une coopération saine.

Une situation chaotique

L'*opération Barkhane* est sans nul doute un succès militaire, politiquement c'est un échec. Le rejet de la présence française parmi les populations sahéliennes en est certainement un des meilleurs exemples. Lors des manifestations anti-françaises au cours de l'année 2019, on pouvait entendre des slogans tels que : « Arrêtez le génocide de la France au Mali » ou encore « À bas la France et son gouverneur »⁷. Et au-delà des accusations de pillages des ressources, on reproche à la France sa complaisance vis-à-vis des revendications territoriales touarègues. L'État français a failli dans sa relation de confiance avec les populations au fil des années. En 2013, avec le succès de l'*opération Serval*, les troupes françaises furent accueillies comme les forces libératrices. Aujourd'hui, elles y sont perçues comme celles qui

³ Florence Parly, *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat*, 18 juin 2020

⁴ *Libération de Sophie Pétronin : les militaires français indignés par les propos de l'ex-otage*, [La Depeche](#), France, Monde, Défense, Armée, 16 octobre 2020

⁵ *Au Sahel, l'engrenage des conflits communautaires et le poison djihadiste*, Reportage, [Le Monde](#), 14 Juin 2019

⁶ *Le sahel et la contagion lybienne*, Mathieu Pellerin, [Cairn.info](#), *Revue Politiques étrangères*, pages 835-847, 2012/4 (Hiver)

⁷ *Malgré le coup d'État et la défiance des Maliens, la France maintient l'opération « Barkhane »*, [Le Monde](#)

Afrique, 27 août 2020

envahissent. Le président français s'est d'ailleurs exprimé sur le sujet lors du sommet de Pau : « *la France n'est pas là avec des objectifs néo coloniaux, impérialistes ou économiques mais pour la sécurité collective de la région et la nôtre* »⁸.

La stabilité sécuritaire et politique du Mali, du Burkina-Faso et du Niger est plus que jamais mise à mal. Les attaques terroristes dans la région redoublent d'intensité depuis plusieurs mois. Par exemple, le nombre de personnes tuées au Burkina Faso est passé d'environ 80 en 2016 à plus de 1800 en 2019 selon Mohamed Ibn Chambas, représentant de l'ONU au Sahel⁹. Les populations ont le sentiment que la France ne parvient pas à agir efficacement sur le fond du problème et intervient uniquement pour préserver ses intérêts. Aussi, il ne faut pas manquer de rappeler que les forces locales restent fragiles. Le manque de moyens associé à l'incapacité de faire autorité sur l'ensemble du territoire contribue à la défaillance des États sahéliens. Or, le discours des groupes terroristes se construit autour de l'État défaillant. De plus, l'installation d'un pouvoir militaire à la tête du Mali renforce cet état de fait. La France ainsi que la CEDEAO plaident pour un retour au pouvoir civil rapidement. La junte militaire s'est engagée pour que des élections se tiennent dans un délai de 18 mois. Cependant, déjà, les actions du nouveau gouvernement écartent de fait la coopération avec les français. Concernant la libération de plus de 200 djihadistes en septembre 2020, le Général Clément Bollé dans un entretien au journal *Le Monde* explique : « *Nous n'avons pas vu le coup venir* ». Il s'inquiète également du message renvoyé aux militaires français : « *On sait le souci d'efficacité qui les anime, du soldat au général, et l'ampleur du travail en partie anéanti, j'imagine leur questionnement aujourd'hui. Dans les conditions actuelles, mourir pour le Mali a-t-il encore un sens ?* »¹⁰.

L'efficacité des forces françaises

Néanmoins, il convient de souligner l'importance de la présence française. L'*opération Barkhane* a réussi en de nombreux points. Le 3 juin 2020, Abdelmalek Droukdel à la tête d'*Al-Qaïda au Maghreb Islamique* (AQMI) est tué par les forces spéciales françaises. Il s'agit d'une perte non négligeable pour la mouvance, cela a permis de perturber grandement l'organisation. Il avait réussi en 2017 à réunir tous les groupes djihadistes éparpillés par *Serval*. C'est notamment le chef djihadiste qui a eu la plus grande longévité à la tête d'un groupe terroriste. Cela a été possible grâce au croisement des renseignements français et américains¹¹. En effet, les américains sont d'une importance cruciale dans la guerre qui est menée aux groupes djihadistes en termes de renseignement, de logistique et même de formation. Le Pentagone souhaite cependant se désengager progressivement mais prolonge

⁸ *Malgré le coup d'État et la défiance des Maliens, la France maintient l'opération « Barkhane »*, Le Monde Afrique, 27 août 2020

⁹ *Le terrorisme a fait plus de 4000 morts en 2019 dans le Sahel*, franceinfo Afrique, 10 janvier 2020 ¹⁰ « *Plus de 200 islamistes relâchés... Comment poursuivre la lutte contre le terrorisme au Mali ?* », Général Clément Bollé, Le Monde Afrique, Mali, 13 octobre 2020

¹¹ *Le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique tué par l'armée française au Mali*, France 24, interview Wassim

LA CONTINUITÉ DE L'OPÉRATION BARKHANE: QUEL RÔLE POUR LA FRANCE AU SAHEL?

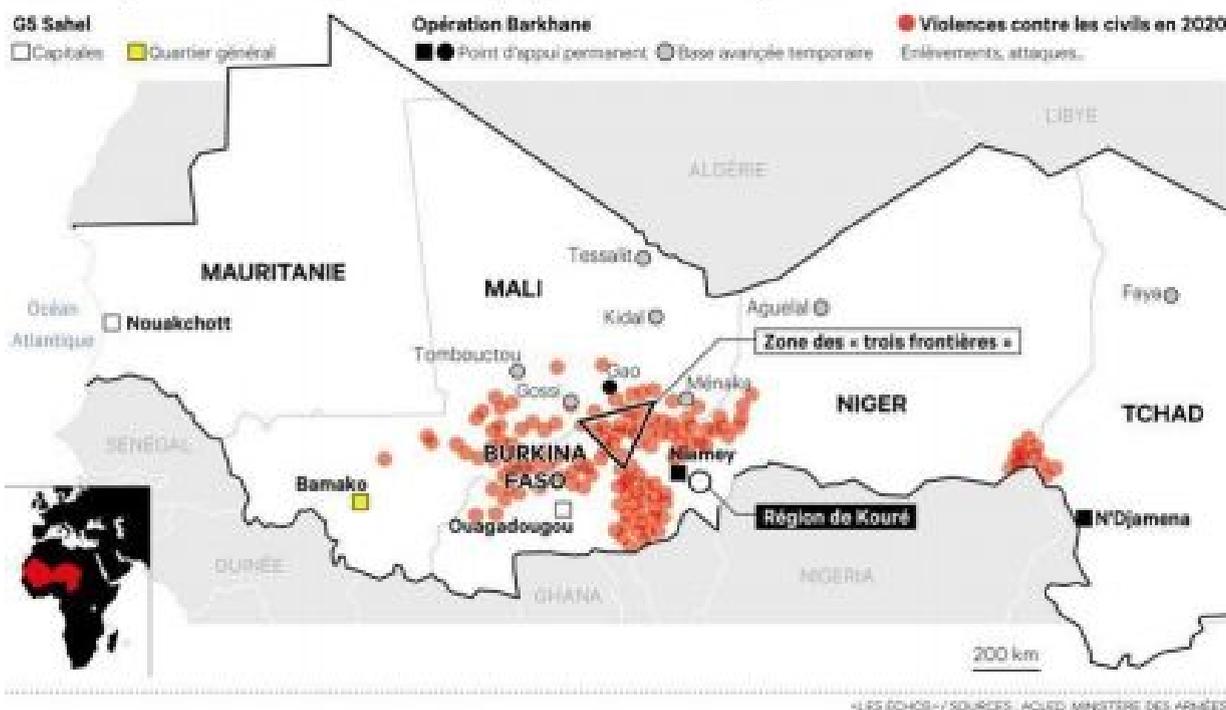
Nasr, 6 juin 2020 / *Le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique tué par l'armée française au Mali*, France 24, 6 juin 2020

leur soutien jusqu'à présent. De même, suite au récent coup d'État au Mali, ils ont montré quelques réticences et ont stoppé leur programme de formation¹².

Paris est à l'origine du lobbying auprès des partenaires actifs dans la région : Union Européenne, États-Unis, Royaume-Uni et d'autres. Les Britanniques et les Estoniens souhaitent par ailleurs renforcer leur engagement au cours des prochains mois. Quant à l'Union Européenne, elle a par exemple mis en place un programme de formation des forces militaires nommé EUTM Mali (*European Union Training Mission Mali*). Celui-ci vise à renforcer les capacités des forces armées maliennes, en les rendant autonomes et capables de contribuer à la défense de leur population et de leur territoire. Il s'agit de 600 soldats provenant de 25 pays différents¹³. Mais la crise sanitaire actuelle a temporairement stoppé ces missions de formation. Également « *la coopération avec les forces du G5 Sahel ont permis de priver les groupes terroristes d'un ancrage territorial solide* » selon la ministre des Armées Florence Parly. Dans de nombreux endroits *la population commence à reprendre confiance et donne plus facilement des renseignements à nos forces* »¹⁴. Depuis maintenant plusieurs mois la France multiplie les interventions musclées contre les djihadistes avec une grande efficacité. Le 30 octobre, les français ont neutralisé plus d'une cinquantaine de combattants, des armes et du matériel. Ce qui, une fois de plus, porte un coup significatif au groupe *Ansarul Islam* affilié à *Al-Qaïda*¹⁵.

Ainsi, les pays sahéliers savent qu'ils peuvent s'appuyer sur le soutien français pour lutter contre le terrorisme. La coopération avec le G5 Sahel, les autres partenaires internationaux et les populations semble être une des clés pour répondre aux diverses menaces qui pèsent sur cet espace grand comme l'Europe. Mais ce n'est visiblement pas suffisant.

Les attaques contre les civils dans les pays du G5 Sahel depuis le début de l'année



¹² *Malgré le coup d'État et la défiance des Maliens, la France maintient l'opération « Barkhane »*, Le Monde Afrique, 27 août 2020

¹³ Site eutmmali.eu, À propos, Missions EUTM MALI

¹⁴ Florence Parly, *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat*, 18 juin 2020

¹⁵ *Mali : l'armée française tue une cinquantaine de djihadistes*, le dauphiné libéré, Afrique, 2 novembre 2020

Les djihadistes étendent leur champ d'action au Niger, Les Échos, Yves Bourdillon, 10 août 2020

Alors comment la France peut-elle maintenir une action efficace sur le terrain ? Quelles options s'offrent à elle ?

Un Retrait total ?

La première option, la plus radicale, semble être un retrait total des troupes françaises au Sahel. C'est pourtant la position défendue par Marc-Antoine Pérouse de Monclos de l'institut de recherche pour le développement (IRD) dans son ouvrage Une guerre perdue, la France au Sahel. Pour lui, les objectifs de l'intervention française n'ont pas été atteints, la menace n'est pas éliminée et la souveraineté des États n'est pas rétablie sur l'ensemble du territoire. De plus, il avance le fait que l'EIGS n'est pas comparable au califat islamique de Syrie et d'Irak, « *aucun attentat n'a eu lieu outre-mer* ». La solution se trouve dans la gouvernance des États, les dynamiques sont locales. Il insiste sur le fait que la France n'est pas maîtresse de la situation, « *nous n'avons pas vocation à rester éternellement* ». Aucune guerre contre le terrorisme n'est parvenue à ses objectifs et a permis de rétablir la stabilité sécuritaire. Selon le chercheur, aucun seuil n'a été fixé pour définir d'un retrait total des troupes et après 7 ans de guerre, le choix d'un maintien ou d'un retrait s'avèrerait être une défaite pour la France¹⁶.

Parmi la population malienne, on retrouve cette tendance notamment au sein du *Groupe des Patriotes du Mali* (minoritaire). Ils militent depuis 2013 pour un retrait total de la

France au profit de la Russie : « *Ces soldats nous ont été imposés* » et promettent de redoubler d'efforts pour parvenir à leurs fins¹⁷.

Un départ en l'état actuel serait un aveu d'échec pour la France qui semble pour le moment ne pas s'y résoudre. Selon Florence Parly « *Nous n'avons pas vocation {...} à quitter tout de suite le Sahel, car notre présence reste indispensable pour les Sahéliens* »¹⁸.

Le dialogue avec les djihadistes ?

Apparaît également l'idée d'un dialogue avec les djihadistes. Option semblant être privilégiée par le nouveau gouvernement malien mais pour le moment rejetée par l'État

¹⁶ *La France au Sahel : une guerre perdue ?*, Interview Marc-Antoine Pérouse de Montclos, 19 min, [france culture](#), Émission *Superfail*, 10 février 2020

¹⁷ *Au Mali, des patriotes demandent le départ des forces françaises*, [Ouest France](#), 12 février 2020 ¹⁸ Florence Parly, *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat*, 18 juin 2020

6

français. 50 soldats français sont morts en opération, il est difficile d'engager un dialogue avec un adversaire que l'on combat. Les négociations entreprises par le Mali vont dans le sens contraire des objectifs de *Barkhane*. D'ailleurs le chef d'état-major des Armées, le général Lecointre, a indiqué que « *la France n'avait en rien été impliquée dans des négociations d'aucune sorte avec ce groupe terroriste* ». Au moins 29 djihadistes capturés par *Barkhane* se trouvaient parmi les 200 djihadistes relâchés¹⁹. En visite au Mali le 25 octobre, le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a rappelé que la position de la France n'avait pas changé, il s'agit d'une « option impossible ». Moctar Ouane, premier ministre malien, parle quant à lui d'une « opportunité »²⁰.

Pour le gouvernement malien, il y a aujourd'hui la nécessité d'une offre de dialogue avec les groupes armés. Il s'appuie sur la grande concertation nationale menée fin 2019, le « *dialogue national inclusif* ». Le Mali est donc prêt à ouvrir des canaux de discussion avec les groupes affiliés à Al-Qaïda²¹. Pour Jean-Hervé Jezequel, directeur du projet Sahel à *l'international Crisis Group*, « *si la France ne s'y résout pas, elle finira par s'isoler elle-même* », autrement dit le dialogue pourrait se faire sans nous. Il prend pour exemple le modèle du dialogue USA-Taliban, mais notons que ce dernier est quoique fragile sinon inefficace.

Le renforcement de la coopération et des programmes de développement avec les populations

Enfin, l'option qui semblerait être la plus avantageuse mais qui nécessiterait de travailler sur le long-terme serait un renforcement de la coopération et des programmes de développement avec les populations. L'Agence Française de Développement (AFD) accompagne les pays du Sahel dans un certain nombre de projets notamment sur les questions

liées à la gouvernance ou encore l'accès à l'eau potable. Cette année les populations sont plus que jamais dans le besoin. *Le Programme alimentaire mondial* (PAM) estime que plus de 5 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire au Sahel en raison notamment de la pandémie de Covid-19²². Une amélioration du cadre social permettrait un renforcement de la sécurité dans la région. Les populations reprendraient confiance en leurs institutions. On sait leur importance dans la conduite des opérations sur le terrain. Les renseignements obtenus sont stratégiques. Mais pour cela la confiance doit être rétablie ce qui passe par un certain nombre de projets de développement, une meilleure communication et la nécessité de la

¹⁹ *Libération de Sophie Pétronin : les militaires français indignés par les propos de l'ex-otage*, La Depeche, France, Monde, Défense, Armée, 16 octobre 2020

²⁰ Mali : « *La France ferait mieux de reconsidérer sa position face aux djihadistes* », La Croix, Jean Hervé Jezequel, 27 octobre 2020

²¹ Mali : *La France et le Mali en désaccord sur le dialogue avec les djihadistes*, Le Point, Afrique, 26 octobre 2020.

²² *Au Sahel, le « virus de la faim » menace des millions de personnes*, Le Monde, International, Sahel, 15 juillet 2020

7

montée en puissance des forces locales, c'est-à-dire de nets progrès en matière de gouvernance.

En l'état actuel, la présence française au Sahel est indispensable, les pays sahéliens sont dans l'incapacité de se passer de la France. Des opérations sont pour l'instant toujours prévues jusqu'à début 2021²³.

« Nous sommes tous convaincus que la victoire est possible »

Emmanuel Macron, le 30 Juin 2020, Sommet de Nouakchott (Mauritanie)

« Tant que les forces partenaires des pays sahéliens n'auront pas pris le relai, tant que les groupes terroristes conserveront une capacité de recrutement parmi les populations locales, alors le terrorisme n'aura pas été vaincu dans la région »

Florence Parly, *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*, 18 juin 2020

²³ *Opération Barkhane* : « Nous sommes sur la bonne voie, mais il est encore trop tôt pour crier victoire », prévient Florence Parly, Public Sénat, 18 juin 2020



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

